

CIBLE

Charlemagne

Valéry Giscard d'Estaing, prochain lauréat du prix Charlemagne ! Quant à l'Europe, la référence à un empire sonne d'étrange manière et paraît d'autant plus bizarre que la carolingienne construction n'a pas survécu à son constructeur.

Mais qu'importe les fantasmes, puisqu'il s'agit d'honorer le pontifiant personnage pour sa contribution à l'unité européenne. Curieuse démarche, tout de même. La Convention pour l'avenir de l'Europe est loin d'avoir terminé ses travaux et la réussite de l'entreprise n'est pas assurée.

Encore une fois, on prend ses désirs pour des réalités, dans les hautes sphères. Tout comme au sommet de Copenhague où l'on proclama l'Europe unie alors qu'il nous manque les pays de l'ancienne Yougoslavie, la Turquie et la Russie pour que notre continent retrouve son unité. Encore faudrait-il que la grande Europe se donne une structure confédérale car le bricolage « constitutionnel » auquel se livre le pittoresque lauréat a encore moins d'avenir que le territoire rassemblé par l'empereur à la barbe fleurie.

Bof ! l'important, c'est de se congratuler.

AFRIQUE

L'espoir du renouveau

Matzneff

**Dumas au
Panthéon**

p. 10

Économie

**De mal
en pis**

p. 3

Un psychodrame bourgeois

Les débats sur la prostitution et sur la pornographie à la télévision marquent l'effondrement de l'ultra-féminisme. Les « femmes libérées » des années soixante-dix ne furent que des bourgeoises en quête de pouvoirs politiques et sociaux, qui défendent aujourd'hui leurs seuls intérêts.

La Pensée Correcte fait obligation d'être libéral en matière de pornographie. Toute attitude critique est par conséquent dénoncée comme retour au « familialisme » et à « l'ordre moral » : tels furent encore les mots employés par Patrick Bloche, qui intervenait à l'Assemblée le 12 décembre lors du débat sur la violence et la pornographie à la télévision. Ce député socialiste de la jeune « génération morale » (ex-jospiniste), qui participait à la manœuvre (réussie) destinée à empêcher le vote de dispositions restrictives en la matière, méconnaît l'histoire de la révolution culturelle de 1968, chapitre « libération des mœurs ».

S'il avait pris soin de consulter trois ouvrages de références (1), il saurait que le Mouvement de Libération des Femmes mena en 1975 une campagne violente contre le film *Histoire d'O* et contre

L'Express qui en faisait la promotion. Ces actes de censure symbolique ne répugnaient pas aux militantes révolutionnaires. Elles ont oublié aujourd'hui combien elles avaient raison de se révolter contre des spectacles humiliants : pas de pétition des anciennes du MLF et des Chiennes de garde pour soutenir Blandine Kriegel, pourtant vivement attaquée dans les médias. Silence...

Silence à peine déchiré par la flèche empoisonnée décochée par Françoise Giroud, ancienne secrétaire d'État à la Condition féminine (1974-1976), dans les colonnes du *Nouvel Observateur* (2). Blandine Kriegel n'aurait pas respecté les convenances médiatiques, voilà ce que nous apprend la célèbre journaliste qui, tout au bonheur d'avoir pour gendre le producteur Marin Karmitz, n'a pas songé une seconde qu'elle relayait la campagne menée par les mi-

lieux cinématographique contre le durcissement de la législation. Il est vrai qu'on ne parle pas d'argent dans les diners en ville, mais seulement des grandes causes humanitaires qui élèvent l'esprit à l'heure où les foies s'engorgent.

On ne parle pas non plus de prostitution. En tous cas, on n'en a pas parlé dans les milieux bien-pensants de gauche (et de droite, d'ailleurs) depuis le grand mouvement des filles en 1975, qui coïncide avec la promotion de la condition féminine et avec la prise du pouvoir culturel par les ultra-féministes. Silence sur l'exploitation éhontée, sur l'esclavage visible jusqu'à ce qu'on s'aperçoive, tardivement, du traitement encore plus inhumain qui est appliqué aux femmes de l'Est européen. Pas de « chiennes de garde » sur les boulevards, mais seulement sur les plateaux de télévision. Pire : la réproba-

tion exprimée, depuis son très confortable salon, par Gisèle Halimi à la veille de la manifestation organisée le 5 novembre par les prostituées parisiennes. « *Je ne leur reproche pas de manifester, mais de manifester mal* », proclama urbi et orbi la célèbre avocate - qui n'a jamais eu à vendre son corps pour donner à manger à ses enfants.

Sans la moindre considération pour le point de vue exprimé par les prostituées, qui invoquent en général une nécessité imposée par la misère (3), les féministes appuyés par des organisations de gauche ont manifesté le 10 décembre contre la prostitution - et donc, objectivement, pour la politique de nettoyage social menée dans les centres urbains par Nicolas Sarkozy. L'ultra-féminisme ne fut qu'un psychodrame bourgeois. Il est logique qu'il agonise dans la défense hypocrite de l'ordre social et du confort des hautes classes.

Annette DELRANCK

(1) Cf. Annie de Pisan, Anne Tristan, « *Histoires du M.L.F.* », préface de Simone de Beauvoir, Calmann-Lévy, 1977, collection « L'ordre des choses » dirigée par Blandine Barret-Kriegel, prix franco : 10 € ; et Jean-Pierre Le Goff, « *Mai 1968, l'héritage impossible* », La Découverte, 1998, prix franco : 25 €. Relire les pages (315-322) de Jean-Toussaint Desanti sur la redoutable confusion entre l'image virtuelle et le réel, dans « *La liberté nous aime encore* », Odile Jacob, 2001, prix franco : 22 €.

(2) n° 1986 28-11-2002.

(3) cf. l'enquête de Delphine Saubaber, « *Paroles d'anciennes* », dans *L'Express* du 22-08-2002.

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Un psychodrame bourgeois - p.3 : L'économie de mal en pis - p.4 : Alambics - La leçon des prud'homales - p.5 : Le fascisme du centre - p.6/7 : Afrique : Les chemins de la renaissance - p.8 : L'illusion populiste - La face cachée d'Hallfoweren - p.9 : Le Dossier H sur Pierre Boulang - p.10 : Dumas chez S* Geneviève - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Inscriptions académiques

RÉDACTION-ADMINISTRATION

17, rue des Petits-Champs,

75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT

Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (46 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

L'économie, de mal en pis

Tous les économistes sérieux, à commencer par les libéraux, soulignent la gravité de la situation économique. Les dirigeants ultra-libéraux ont, quant à eux, choisi de ne rien faire ou de mal faire : l'absurdité généralisée règne sur le marché global.

Récession, déflation, faillites (de Enron à United Airlines), naufrages (France Télécom) et krachs : tels sont les mots assénés par les experts, naguère euphoriques, désormais paniqués. Mais comme ils pratiquent la langue de bois, afin de masquer l'étendue du désastre, il y a lieu de clarifier le bilan de fin d'année.

On vous parle d'accès de faiblesse, de morosité ou encore de la « persistance des risques de ralentissement de la croissance » comme Wim Duisenberg, président molletonné de la Banque centrale européenne ? Dites simplement **récession**. La récession, tout le monde connaît : c'est une baisse de l'activité économique générale, qui se traduit par des faillites en chaînes, des licenciements, de la misère.

Vous surprenez une expression telle que *Z'flation* (pour *zéro inflation*) dans le murmure d'une conversation ? Traduisez par **déflation**. La déflation, peu parmi nous en ont fait la triste expérience : alors que l'inflation se traduit

par la fuite devant une monnaie de plus en plus abondante (et par des hausses de prix), la déflation se manifeste par une recherche de plus en plus fébrile de monnaie sous forme de billets car on craint les chèques en bois et les faillites bancaires. L'inflation pousse à l'achat de biens physiques, puisque la monnaie fond comme neige au soleil ; bien maîtrisée, elle favorise l'expansion. La déflation fait que l'on dépense de moins en moins, afin de conserver le maximum d'argent liquide, ou qu'on vende ses biens à perte pour retrouver des liquidités. Déflation et récession vont de pair, et la pauvreté s'ajoute à la misère. Le tout forme une dépression dont les années trente ont donné le sinistre modèle.

Bien entendu, l'histoire ne se reproduit jamais à l'identique. Mais, comme en 1929, les récents krachs boursiers ont été provoqués par une spéculation financée à crédit. Celle-ci a provoqué l'énorme endettement d'entreprises qui ont acheté trop cher d'autres entreprises et qui se trouvent maintenant confrontées à des découverts faramineux. Or les banques, étrillées par la crise boursière et les débâcles financières (en Amérique latine) ne peuvent plus fournir les prêts suffisants pour réalimenter la machine. D'où une situation qui ne cesse de s'aggraver sur les

trois principales places du marché globalisé.

Le Japon, qui servait naguère de modèle, est le plus sérieusement atteint puisque le pays est à la fois en récession et en déflation. (1)

Les États-Unis sont en récession et ils courent le risque d'une déflation. C'est du moins l'avis (2) d'un jeune et brillant gouverneur de la Réserve fédérale, Ben S. Bernanke, qui suggère que la banque centrale américaine achète des titres afin d'injecter des liquidités dans l'économie puisque la baisse du taux d'intérêt (le taux réel est à 0 % comme au Japon) n'a pas suffi à relancer la machine à financer le redémarrage économique. Déroute totale du monétarisme ! L'augmentation de la masse monétaire ne provoque pas la croissance, mais la distribution massive de billets de banque pour lutter contre la déflation menaçante risque de déclencher un processus d'hyper-inflation ! C'est dire que les fameuses « autorités régulatrices » du marché libéré pensent, fônt et préconisent n'importe quoi.

En Europe, on aurait pu tirer les leçons de ces deux expériences. Au contraire, on fait tout pour reproduire les situations désastreuses ou inquiétantes qui sont fort bien analysées dans la presse libérale et capitaliste. On continue de célébrer l'économie

globalisée, organisées au profit des multinationales et au détriment des intérêts nationaux. (3) Et on continue de croire que la baisse des taux d'intérêt permet de relancer la croissance. En Allemagne, l'économie est en récession et la déflation menace. En France, la croissance ralentit et la récession sera pour l'année prochaine. C'est dire que les deux principaux moteurs de l'économie ouest-européenne ne fonctionnent plus ou presque.

Que fait la BCE ? Chargée de lutter contre l'inflation, elle constate une logique déflationniste en Allemagne, une inflation excessive (selon ses critères) en Espagne (+ 3,5 %), une sagesse apparente des prix français. Elle en conclut que le taux d'inflation pourrait dépasser le seuil assigné des 2 % et décide cependant de baisser son taux d'intérêt directeur à 2,75 % après un an d'hésitation. Cette incohérence est dans la nature des choses, cette décision inconséquente fait pendant à l'absurdité du Pacte de stabilité. Inconséquence sans conséquence puisque l'OFCE nous informe que cette baisse de taux n'aura pas d'effet avant six bons mois et que, de toutes manières, la baisse d'un demi-point de taux d'intérêt donne 0,15 % de croissance en plus !

Conclusion ? La politique de concurrence absolue nous détruit et la politique monétaire continue de nous étrangler tandis que « l'euro fort » pénalise les exportations. Quant au gouvernement Raffarin, il se contente de serrer le nœud coulant en décrétant un gel massif des crédits publics. Il s'agit sans doute de rattraper l'Allemagne sur la pente descendante.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. la remarquable chronique de Noriko Hama (Tokyo), « La déflation au quotidien », dans *Les Échos* du 4/12/02.

(2) Cf. l'article de Paul Fabra, « L'incroyable message d'un membre de la Fed » également dans *Les Échos* 13/12/02.

(3) Cf. l'article de Maurice Allais dans *Le Figaro* du 11-12-02.

Faites connaître
Royaliste à vos amis :
offrez-leur
un
abonnement d'essai.

3 mois = 3,80 €

Alambics

A l'instigation de Jacques Chirac, le gouvernement est en train de renforcer les mesures destinées à réduire le nombre de morts et de blessés sur la route. Bien. Très bien. En matière de sécurité routière, on n'en fera jamais assez. Encore faudrait-il être cohérent.

Or le professeur Claude Got a appris aux lecteurs de *Libération* (5/12/02) que l'Assemblée nationale avait rétabli en partie l'exonération des taxes sur l'alcool produits par les bouilleurs de cru, soit une détaxation à 50 % de dix litres d'alcool pur. Encore plus proche du « terrain », le Sénat demandait quant à lui une détaxation totale pour 5 litres d'alcool.

S'agissait-il d'un accès de démagogie d'élus de la mirabelle ? Non point puisque le gouvernement ne s'est pas opposé à l'amendement sénatorial.

Rétablir en partie le privilège des bouilleurs de cru ! C'est bien la contre-révolution qui est à l'œuvre et qui fait coup double : plus de morts sur la route, plus de décès par cancer de la bouche et de l'œsophage, plus de violence dans les soirées bien arrosées.

A l'heure où nous écrivons, le gouvernement semble ne pas s'être rendu compte que son inconséquence était meurtrière. Espérons cependant.

Mais un retour à la raison ne serait qu'une demi-victoire car le gouvernement a par ailleurs fait adopter par l'Assemblée nationale une réduction de 2,48 millions d'euros sur les crédits concernant l'entretien des routes. Dans le détail de ses effets, le Pacte de stabilité est concrètement meurtrier dans les hôpitaux et sur le réseau routier.

Y. LANDEVENNEC

La leçon des prud'homales

En dépit du faible taux de participation aux élections prud'homales il est possible de tirer quelques enseignements de cette consultation.

A chaud, on peut tirer trois enseignements des élections prud'homales qui viennent de se dérouler le 11 décembre dernier : le premier concerne le faible taux de participation, (autour de 32,7 % des inscrits), le deuxième la composition syndicale, le troisième l'attitude à venir du gouvernement.

Le faible taux de participation est révélateur du peu d'intérêt que les salariés portent aux organisations syndicales. Il est vrai qu'avec un taux de syndicalisation de l'ordre de 7 %, on ne pouvait pas espérer une participation beaucoup plus forte. A l'inverse des partis politiques, auxquels on accorde ses suffrages par conviction, on ne se tourne vers une organisation syndicale que lorsqu'on a un problème dans son entreprise (licenciement, salaire, harcèlement...), sinon, au mieux, on les ignore et, au pire, on considère les délégués syndicaux, qui bénéficient d'un statut de salarié protégé et d'heures de délégation, comme des planqués. « *Les salariés partent du principe que les syndicats sont un dû, et qu'ils sont là pour offrir une prestation* », commente Henri Vacquin, sociologue du travail dans les colonnes du *Parisien-Aujourd'hui en France*, le 13 décembre dernier. On peut, également, expliquer la forte abstention par d'importants dysfonctionnements dans l'organisation du scrutin. Certains salariés n'ont jamais reçu leur carte. D'autres, qui auraient souhaité voter par correspondance, comme la loi les y autorise, ont

reçu le matériel de vote après la date limite. D'autres encore ont reçu les professions de foi et les bulletins de vote d'une section différente de celle dans laquelle ils étaient inscrits : ainsi plusieurs cadres qui auraient dû voter dans la section « encadrements » ont reçu le matériel de vote de la section « agriculture ».

Dernier élément d'explication : les grosses organisations syndicales (la CGT, la CFDT et la CGT-FO), en voulant faire de ce scrutin un test de la représentativité, ont brouillé le message. Les élections prud'homales sont, avant tout, l'occasion d'élire des conseils de prud'hommes, institution qui juge les conflits individuels du travail, et rien d'autre. Par ailleurs, la représentativité est une notion précise inscrite dans le code du travail : sont considérées comme représentatives les organisations syndicales qui remplissent un certain nombre de critères mentionnés dans un décret de 1966. A ce titre, sont représentatifs la CGT, la CFTC, la CGC, la CGT-FO et la CFE-CGC. C'est pourquoi, les élections prud'homales sont tout au plus un test d'audience. Enfin, il faut remarquer que la plus petite de ces organisations compte au moins deux fois plus d'adhérents (chiffres officiels) que le plus gros des partis politiques. Va-t-on alors estimer que le PS n'est pas représentatif d'un courant politique, aujourd'hui en France ?

Quoiqu'il en soit, les électeurs ont sanctionné ceux qui ont voulu faire de cette campagne un test de représentativité. A l'inverse, les petites organisations syndicales, comme la

CFTC et la CFE-CGC, qui ont fait un important travail de mobilisation de leur base ont progressé.

Reste le phénomène de l'Union nationale des syndicats autonomes (Unsa). Cette organisation partant de rien (ou quasiment) a atteint 5 % des suffrages et se proclame désormais la quatrième organisation syndicale en additionnant, il est vrai, des carottes (les suffrages obtenus récemment à l'Éducation nationale) et des navets (les voix recueillies lors de ces élections prud'homales qui ne concernent que les salariés de droit privé). On peut parier, sans risque de se tromper, que ce succès n'est qu'un feu de paille. L'Unsa n'a pas de véritable socle identitaire. Elle rassemble les orphelins de la Fen, les déçus de la CGT-FO (Jacques Mairé et consort), les abandonnés de la Confédération des syndicats libres (CSL), syndicat « jaune », plutôt de droite qui vient de proclamer son auto-dissolution, et les exclus de la CFTC (derrière Jean-Paul Probst, ancien vice-président de la centrale chrétienne).

Autre confirmation de ce scrutin, un pôle réformiste semble se dessiner autour de la CFDT, de la CGT, auquel il conviendrait d'ajouter l'Unsa. La baisse enregistrée par les deux premières conforte leurs dirigeants dans leur stratégie de rapprochement qui sera effective au prochain congrès de la CGT au premier trimestre 2003. Ces trois centrales semblent désormais d'accord sur la réforme des retraites qui s'élabore à Maignon et devrait être présentée à l'Assemblée en juin prochain... histoire de faire voter la réforme pendant que les Français sont en vacances.

Nicolas PALUMBO

Le fascisme du centre

Du danger de manipuler des références historiquement datées, au risque de faire advenir ce que l'on prétend combattre : propos d'avant guerre civile.

Nous sommes à un tournant intellectuel où l'instinct paraît devoir se substituer à l'intelligence, la passion à la raison, la révolte à l'analyse. Le fascisme au sens propre est né de tels prémices. On peut discuter des thèses de Nolte sur la relation du national-socialisme au communisme, du totalitarisme brun au totalitarisme rouge. Il n'en reste pas moins qu'un temps vient où finalement ces deux totalitarismes occupent toute la scène politique. La conséquence évidente est la faillite des démocraties ou encore la faillite des « modérés », des « politiques ». Nous voici sommés de choisir : ou vous dénoncez l'islamisme ou vous êtes un islamiste. Il n'y a plus de milieu. On ne peut bientôt plus dénoncer les excès d'un côté sans tomber dans les excès de l'autre. Le centre se pulvérise. Les uns pensent devoir donner dans « l'islamiquement correct », les autres caressent la crinière des lionnes qui rugissent leur rage et leur orgueil. Où allons-nous si nous n'avons plus de pensée politique, si nous abandonnons le souci politique pour balancer entre coups de cœur et coups de gueule ?

Le « centre », autre nom pour le « Marais », est le premier à suivre des penchants irraisonnés. C'est un phénomène qui n'a rien à voir avec l'extrême droite qui, elle, ne mord pas sur le « centre », mais plutôt sur la gauche. Il ne faut pas sous-estimer la plasticité du « centre », même si cette thèse n'a recueilli que

3 % des voix au congrès de l'UMP, on ne sait ce qu'il en serait dans un contexte différent.

Le centre est démuné par rapport à ce qui lui apparaît comme un sentiment « conforme ». Le fascisme attire le « conformiste », le « bien-pensant », le thuriféraire des « classes moyennes ». Un fascisme qui, bien sûr, ne dit pas son nom - le fasciste c'est toujours l'autre -, qui n'est pas conscient de sa « métamorphose ». On est au centre, on ne bouge pas, et on se retrouve fasciste sans le savoir, sans n'avoir rien fait pour - ou presque. Barbara Spinelli, en réponse au discours d'Oriana Fallaci, rappelle fort à propos cette définition du sociologue américain Seymour Martin Lipset qui « appelait « fascisme du centre » cette tendance à l'immobilité de la pensée et à l'uniformité de la riposte » (1).

C'est exactement ce dont nous sommes menacés dans le débat français sur le « totalitarisme islamique ». Radicalisme, fondamentalisme, intégrisme, ces termes, sans doute déjà usés, ne suffisaient plus. Il fallait ajouter un nouveau stéréotype, pour atteindre une efficacité accrue dans la dénonciation : Hitler, Staline, Ben Laden, même combat, et bien sûr, pour faire bonne mesure, également Saddam Hussein, Yasser Arafat, Recep Erdogan (le nouvel homme fort de la Turquie), et plus près de chez nous l'UOIF (l'Union des organisations islamiques de France), et de proche en proche tous ceux qui ne pensent pas à l'unisson de la « croisade ».

Bernanos au secours ! Reviens vite !

Combien il est douloureux de devoir écrire ces lignes, lancer de tels avertissements, tancer des amis ! On aimerait garder toutes nos forces pour faire front contre les vrais ennemis, persuader l'autre de notre bonne foi et surtout attirer chacun par l'effet d'une conviction supérieure. Car l'ennemi existe bel et bien, notre bonne foi n'est pas présumée, nulle part dans le reste du monde, et que dire de nos convictions, sinon de nos valeurs ?

L'ennemi ne se combat pas sur son propre terrain, avec ses propres armes. Nous partons battus d'avance avec de telles méthodes. Des autodidactes, sinon des ignorants, voudraient en remonter à leur curé ou au pape, en l'occurrence à l'imam et aux lettrés : je sais mieux que vous ce qu'est le djihad, et le dar-el-harb, et le dhimmi... Insensé tu cours à ta perte, à te battre contre des moulins.

C'est une toute autre stratégie, fondée sur des considérations politiques, qu'il faut opposer au terrorisme et au radicalisme islamique. En tout cas, je ne reconnais pas le génie français, ni le génie du christianisme ou celui de l'humanité ou le génie de l'occident, dans de telles épîtres. Pour tout dire, je n'y reconnais pas non plus les analyses beaucoup plus subtiles ni les conclusions parfaitement « politiques » du professeur Samuel Huntington, joyeusement plagiées et allègrement trahies : car lui, au moins mettait en garde contre le « choc des civilisations », il n'appelait pas à la croisade.

Yves LA MARCK

(1) *La Stampa*, cité par *Courrier International*, n° 631, du 5-11/12/2002.

BRÈVES

♦ **MAROC** - Le 20 décembre, en présence de Mohammed VI, roi du Maroc, du Président de la République et du maire de Paris, a été baptisée une place parisienne (face à l'Institut du monde arabe) à la mémoire de Mohammed V, grand-père de l'actuel souverain. C'est en 1927 que Mohammed ben Youssef devint sultan du Maroc à la mort de son père. Après la fin du protectorat français, il prit le titre de roi en 1957. Il mourut quatre ans plus tard en 1961. Le défunt comte de Paris entretenait de forts liens d'amitié avec le roi Mohammed V.

♦ **AFGHANISTAN** - Le prince Mahmoud, âgé de cinquante-six ans, cinquième enfant du roi Zaher Chah, est décédé à Rome d'un cancer. C'est son frère cadet, le prince Mirwais, qui conduisait ses obsèques solennelles le 12 décembre à Kaboul, en présence du président Hamid Karzai et de nombreux membres de la famille royale. L'inhumation a eu lieu dans la nécropole royale sur la colline de Marjaran qui surplombe la capitale afghane. Le roi Zaher Chah, âgé de quatre-vingt-huit ans, quoique très affaibli par les séquelles de la chute faite en France au mois d'octobre, a fait une apparition publique pour saluer la dépouille de son fils.

♦ **IRAN** - Répondant à l'appel de Radio-Iran, la radio monarchiste qui émet en persan depuis Los Angeles, plusieurs milliers d'Iraniens se sont rendus devant l'université de Téhéran pour soutenir les trois mille étudiants qui manifestaient sur le campus aux cris de « *Mort aux talibans, de Kaboul à Téhéran* ». La police et la milice islamique sont brutalement intervenues et ont procédé à de nombreuses arrestations de manifestants monarchistes.

♦ **ROUMANIE** - La soirée de gala organisée par la fondation « Princesse Margareta » pour venir en aide aux orphelins roumains, a eu lieu à l'Espace Pierre Cardin le 9 décembre. Le roi Michel et la reine Anne honoraient de leur présence la manifestation au cours de laquelle la princesse Margarita et son époux le prince Radu ont prononcé des discours exaltant l'amitié franco-roumaine et visant à donner une image positive de la Roumanie souvent malmenée actuellement dans les médias.

♦ **GRÈCE** - Après la décision de la Cour européenne des droits de l'homme condamnant le gouvernement grec à indemniser la famille royale pour les biens dont elle avait été spoliée en 1994, le roi Constantin a décidé de consacrer ces importantes indemnités à une Fondation destinée à venir en aide aux Grecs en difficulté. Cette décision a provoqué la colère du gouvernement socialiste dont le ministre des Finances n'a pas hésité à déclarer : « *Il est temps que l'ancien roi arrête de provoquer le peuple grec* ». Le susdit peuple appréciera...

Ancien premier ministre de la République centrafricaine, actuellement dans l'opposition, Jean-Paul Ngoupandé milite depuis sa prime jeunesse pour la démocratie. Passionné par la question de l'éducation, riche de propositions pour le développement de l'Afrique, notre invité compte parmi les rares hommes d'État qui préfèrent le dur langage de la vérité aux formules consensuelles. Son appel aux Africains, pour qu'ils prennent leurs responsabilités, et les reproches qu'il adresse aux dirigeants français sont à méditer par tous ceux qui veulent le renouveau du continent africain.

■ **Royaliste** : L'Afrique subsaharienne, telle que les Français l'aperçoivent de temps à autre au fil des actualités télévisées, est un continent ravagé par les guerres civiles, la misère et les épidémies...

Jean-Paul Ngoupandé : En effet... L'Afrique subsaharienne est malade. Telle est la première chose à dire et c'est aux Africains de le dire. Pourtant, il y a quarante-deux ans, le départ n'était pas si mauvais que cela, au regard de ce que nous vivons aujourd'hui. Dans les années soixante, nous représentions à peu près 9 % de parts de marché dans le commerce mondial pour une population qui était moitié moins importante qu'aujourd'hui, soit 820 millions d'Africains, dont 700 millions de subsahariens. Un petit pays comme la Côte d'Ivoire était au premier rang mondial pour le cacao, au troisième rang mondial pour le café. Quant à l'éducation, d'énormes efforts avaient été accomplis : par tête d'habitant, aucune région du monde n'avait investi autant que l'Afrique subsaharienne dans ce domaine.

■ **Royaliste** : Quelles sont les causes de la régression ?

Jean-Paul Ngoupandé : Dans les années soixante-dix, quand les Soviétiques se sont mis à s'intéresser à l'Afrique, une série de coups d'État militai-

res a eu lieu - soit pour installer des hommes favorables à Moscou, soit pour éviter que tel ou tel pays ne passe sous contrôle communiste.

Cette déstabilisation est une cause aisément repérable. Mais, dans cette période, c'est surtout une crise économique qui se développe. La crise mondiale des matières premières signifie que l'économie se transforme et que la compétitivité de l'Afrique se réduit. Comme remède, on a appliqué la politique des « ajustements structurels » conceptualisée par le FMI et la Banque mondiale. Après vingt ans d'expérimentation, je pense que cette politique fut un piège : elle a plus servi au remboursement de la dette qu'à l'enclenchement d'un cycle de développement. Prenons l'exemple de mon pays : en francs CFA, notre dette extérieure était de 35 milliards en 1980 ; elle est aujourd'hui de 670 milliards. Même en tenant compte de la dévaluation du franc CFA en 1994, il est clair que l'essentiel des recettes de l'État a servi au remboursement de la dette.

Bien entendu, je ne suis pas opposé à une pédagogie de la gestion financière : cette pédagogie faisait l'intérêt de l'ajustement structurel. Mais cette politique s'est pervertie dans la création d'un catalogue universel de mesures à appliquer partout de manière identique - alors que chaque pays a une

histoire propre, des pesanteurs qui lui sont particulières. Le résultat, c'est que les systèmes sociaux ont été détruits, c'est que l'éducation et la santé publique ont été sacrifiées au remboursement de la dette. La Banque mondiale s'est d'ailleurs rendu compte, voici peu, des effets désastreux de l'ajustement structurel.

■ **Royaliste** : Que pensez-vous du processus de démocratisation amorcé après la chute du Mur de Berlin ?

Jean-Paul Ngoupandé : Je suis de ceux qui pensent que les Africains doivent eux-mêmes faire un bilan du processus démocratique qui a commencé voici une douzaine d'années. Je lutte pour la démocratie depuis ma jeunesse. Mais ce fut une erreur de décider que le continent africain pouvait passer du jour au lendemain à la démocratie et d'exiger que des pays africains qui ne sont pas encore des nations se comportent comme la France et la Grande-Bretagne. Après la chute du Mur de Berlin, il aurait fallu consolider les États de droit et imposer des normes rigoureuses de gestion ; or nous subissons un multipartisme débridé, qui compte beaucoup dans les crises qui frappent l'Afrique subsaharienne et surtout l'Afrique francophone.

Prenons les pays des grands lacs. Ce sont d'anciennes co-

lonies belges dont la Belgique ne s'occupe plus depuis le milieu des années soixante et qui se sont reliés à la France - le Congo-Kinshasa (l'ex-Zaïre de Mobutu), le Ruanda, le Burundi. Nul n'ignore le bain de sang qui eut lieu au Ruanda en 1994, l'état de violence demeure au Burundi, le Congo-Kinshasa a subi une terrible guerre civile, la violence règne en République centrafricaine et en Côte d'Ivoire...

Derrière la question de la démocratie, c'est le problème de l'unité qui apparaît. Il y a des pays où l'unité nationale est un fait acquis depuis longtemps - le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso - et qui vivent en paix. Les pays qui se déchirent aujourd'hui sont, du point de vue du sentiment national, de création toute récente.

Beaucoup d'Africains oublient que la colonisation est un épiphénomène, elle n'a pas duré longtemps. Dans mon pays, les premiers Européens sont arrivés à la fin du XIX^e siècle, et l'indépendance a été acquise en 1960. Soit six décennies seulement. C'est très peu au regard de l'Espagne, qui a été occupée pendant huit siècles par les Arabes. Les Africains focalisent tout sur la colonisation, et semblent croire que seul leur continent a connu cette situation. J'ai un mal fou à leur faire comprendre que, dans le monde, tous les pays ont été colonisés pen-

Les chemins la renaissance

ins de ance

dant un certain temps au cours de leur histoire - avec de bons et de mauvais côtés. Il ne faut pas hésiter à dire que la colonisation a permis un transfert de modernité de l'occupant vers l'occupé.

■ **Royaliste : Pourquoi ce transfert n'a-t-il pas été pleinement efficace ?**

Jean-Paul Ngoupandé : Nous sommes des nations embryonnaires. Dans les années soixante-dix, des dirigeants charismatiques comme Houphouët-Boigny, favorisés par la conjoncture mondiale (le prix avantageux des matières premières) obtenaient dans leur pays un certain équilibre grâce à des distributions avisées de la manne financière quand les choses menaçaient de mal tourner. J'ai vu cela en Côte d'Ivoire à la fin des années quatre-vingt. Maintenant les États n'ont plus d'argent et ils ne peuvent plus distribuer d'enveloppes. Et puis il y a eu cette démocratisation, qui a consisté à créer un multipartisme intégral. On n'a même pas pensé à prendre des précautions pour que cela ne se réduise pas à l'arithmétique tribale. Dans mon petit pays de 3 800 000 habitants, nous avons 45 partis !

En Centrafrique comme ailleurs, ces partis représentent d'abord des ethnies - c'est là un obstacle majeur à la démocratisation et la cause première des affrontements

armés. En France, les socialistes ont été battus aux dernières élections mais aujourd'hui ils ne meurent pas de faim. En Afrique, dans des États très appauvris, le pouvoir politique représente un petit gâteau. Lorsqu'on pratique l'alternance mécanique, l'ethnie ou le groupe d'ethnies qui a perdu la partie ne peut plus accéder à la mangeoire car l'ethnie ou le groupe d'ethnies qui a gagné accapare la totalité du gâteau. Cette logique d'exclusion des uns par les autres est renforcée par le fait que les chefs peinent à se situer au-dessus des conflits pour devenir de véritables rassembleurs de la nation. On ne comprend pas ce qui se passe actuellement en Centrafrique et en Côte d'Ivoire si on ne fait pas la relation entre l'appauvrissement des pays et l'attisement des conflits ethniques. Ce mélange est explosif.

■ **Royaliste : Que faire ?**

Jean-Paul Ngoupandé : La réponse appartient à nous autres, Africains. Au lieu de dire que tout le mal vient de la colonisation et qu'il y a un complot mondial contre l'Afrique, il faut que nous nous tenions pour responsables de ce qui arrive, que nous définissions un certain nombre de priorités qui ne passent pas nécessairement par la multiplication des partis ethniques. Il faut placer des garde-fous

politiques, afin que le tissu national n'éclate pas. La démocratie est une valeur précieuse, c'est une conquête de longue haleine, un bienfait qu'il faut établir. Asseoir la démocratie, c'est comprendre que le processus de démocratisation ne fait pas bon ménage avec la pauvreté et la misère.

Il faut une gestion beaucoup plus rigoureuse afin que l'Afrique, qui occupe actuellement une place infime dans les échanges internationaux (1,8 % des parts de marché, dont la moitié pour la seule Afrique du Sud) reprenne une place importante dans le commerce mondial.

Il faut aussi promouvoir l'État de droit : faire en sorte que l'État existe et que les lois soient respectées. Ce qui, entre autres avantages, permet d'investir en toute sécurité. J'étais récemment en Tanzanie, et j'ai été frappé par la modestie du président tanzanien - il se déplace sans gardes du corps ni véhicules blindés - qui devrait être un modèle pour la démocratisation en Afrique. Et je suis frappé de voir qu'il existe au Swaziland une monarchie constitutionnelle, avec un chef de gouvernement issu du suffrage universel qui dirige effectivement un pays paisible.

Aujourd'hui, trop de villes africaines sont devenues des coupe-gorge et beaucoup de routes ne sont plus sûres. Il faut donc que l'institution judiciaire soit en mesure de rassurer les investisseurs, et que la police garantisse la sécurité physique. Cela ne suffira pas. Sans progrès de l'éducation, il n'y aura pas de conscience civique : ceux qui ne savent ni lire ni écrire votent spontanément pour le chef ethnique. Pas de démocratie sans instruction publique, ce qui suppose un gros effort budgétaire. Enfin, sans cesser de critiquer les aspects négatifs de la

126, RUE DU TEMPLE, PARIS, 48, RUE PASTOURELLE

CAFÉS



COMPTOIR DES COLONIES

♦ **Colonies : ni l'enfer, ni ce paradis...**

« mondialisation », nous devons participer à nouveau au commerce mondial.

■ **Royaliste : Qu'avez-vous à dire aux Européens ?**

Jean-Paul Ngoupandé : Ceci : vous auriez tort de cultiver la mode de l'afropessimisme, tout particulièrement vous les Français. « Les Africains ne veulent pas se prendre en charge ? Qu'ils crèvent ! » Telle est, brutalement résumée, une opinion largement répandue à Paris. Vous auriez tort de laisser le continent africain s'enfoncer dans le chaos. Ce n'est pas en mettant un gendarme tous les mètres sur vos rivages méditerranéens que vous arrêterez le flot de ceux qui fuient la guerre et la misère. Surtout, quand l'Afrique sortira de sa crise, c'est l'Europe qui profitera de son développement économique. La France et la Grande-Bretagne, plus particulièrement, doivent redevenir dès maintenant les partenaires des Africains afin que nous retrouvions ensemble les chemins de la renaissance.

Propos recueillis par
B. La Richardais

Jean-Paul Ngoupandé
L'Afrique sans la France

prix franco 21,50 €

Albin-Michel
393 pages

L'illusion populiste

Tous ceux qui n'acceptent pas l'ordre des choses sont dénoncés comme populistes ou soupçonnés de l'être. Cela fait beaucoup de monde, dans de nombreux pays. Plus cette catégorie englobe, plus elle devient floue - au risque de ne plus rien signifier.

Au début, tout paraît simple. Le populisme, cela fait penser au Front national. Et ceci d'autant plus clairement que Pierre-André Taguieff a depuis longtemps montré que le parti de Jean-Marie Le Pen, dénoncé comme « fasciste » et « nazi » dans les manifestations, devait, en fait, être défini comme « national-populiste ». Dès lors, on est tenté de considérer que tous les chefs et mouvements dénoncés comme populistes sont des variantes du lepénisme - tout particulièrement l'autrichien Jörg Haider.

D'un côté, les populistes, néo-fascistes plus ou moins déguisés ; de l'autre les démocrates vertueux. L'antagonisme fut cultivé à l'extrême entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2002, au cours de laquelle on proclama que la jeunesse française faisait son éducation démocratique en manifestant contre la fameuse « bête immonde ».

Il est urgent que cette éducation soit sérieusement revue et complétée car le schéma vertueux ne tient pas. Les médias, qui ont beaucoup contribué à la promotion de Jean-Marie Le Pen et qui ont cru faire revivre après le 21 avril 2002 les grandes journées de l'Espagne antifasciste, sont largement responsables de la confusion conceptuelle qui entoure un « populisme » proliférant. Depuis une bonne dizaine d'années, Bernard

Tapie, les italiens Umberto Bossi (La Ligue du Nord) et Silvio Berlusconi, l'américain H. Ross Perot et le russe Jirinovski (tous deux bien oubliés), ou encore Arlette Laguiller (« populisme compassionnel »), Pierre Bourdieu (« Coluche triste » selon B.-H. Lévy) et même le guide Michelin ont été dénoncés comme « populistes ».

Il fallait donc remettre de l'ordre. C'est fait grâce à Pierre-André Taguieff, qui se livre à une analyse rigoureuse des personnalités, mouvements et partis qu'on désigne comme populistes, et qui ne sont pas tous, loin de là, anti-démocrates, xénophobes et réactionnaires dans le domaine des mœurs.

Au terme de cette savante recherche, où sont recensés les divers types du phénomène et les formations hybrides, le populisme apparaît comme un des symptômes de la globalisation ultra-libérale et comme une des formes de la négation du politique, le populisme se caractérisant par le refus des distances (entre gouvernants et gouvernés), de la temporalité et des médiations - l'État étant résorbé dans la passion nationaliste et dans le fantasme ethnique. Le populisme aggrave la crise à laquelle il prétend remédier.

Jacques BLANGY

■ (1) Pierre-André Taguieff - « L'illusion populiste, de l'archaïque au médiatique », Berg International, 2002, prix franco : 12 €.

La face cachée d'Halloween

Qui peut aujourd'hui se vanter de pouvoir échapper à Halloween ? La rapidité avec laquelle cette fête américaine s'est installée en France, et la pression - pas simplement commerciale - qui a accompagné cette arrivée, furent telles que les parents ont été pris en otage via leurs enfants, cible du phénomène.

Or, remarque Damien Le Guay, qui traite de la question en catholique, alors que « *la Trous-saint se meurt* », « *cet engouement-là est suspect. Cette victoire sans combat est suspecte. (...) Une sorte de libération, de délivrance. Un lâche soulagement. Les sorcières semblent nous délivrer de nous-mêmes et arriver au moment où la modernité en bout de course, soucieuse de ne plus croire en rien, est capable, cependant, de gober n'importe quelle histoire pourvu qu'elle soit festive et distrayante.* » Ainsi, en peu de mots, clairs et terribles, tout semble dit. Aucun principe de précaution n'a valu pour l'imaginaire de nos enfants. Pourtant, quelle signification véritable peut avoir cet « oxymore » qui donne l'impression de surmonter les contradictions et fait croire que l'on peut être à la fois « moderne » et une « sorcière », adepte de relents indigérables de paganisme par une société chrétienne - qui a, en son temps, digéré du paganisme tout ce qu'elle a pu - et « pour la Raison ».

Or c'est un fait, le christianisme, lui, maintient le nécessaire principe de non-contradiction : « *fêter Halloween consiste à remettre en scène des pans entiers de religiosité primitive et saturés de paganisme* ». Si bien que cette fête apparaît comme le

symptôme d'une culture de mort dont les aspects religieux renouent avec l'illusoire recherche d'un paradis perdu antérieur à la « corruption chrétienne », comme aurait dit la Nouvelle Droite, où l'homme aurait vécu de plain-pied avec un divin magique, conception opposée à la relation de l'homme avec un Dieu personnel. Aussi est-il insuffisant de dire qu'Halloween n'est qu'une baudruche : c'est la fête païenne et mortifère, importée dans son état actuel des États-Unis, d'une société post-moderne et post-démocratique qui a perdu tous ses repères. Néo-paganisme et post-modernité semblent livrer le même combat. « *Avec Halloween, nous voyons apparaître, sous nos yeux, une alliance objective, et apparemment contre-nature, entre le paganisme le plus éculé et la démocratie la plus moderne. Cette fête est, à la fois et en même temps, le lieu d'expression symbolique des religions archaïques et le lieu d'agitation sociale des individus modernes tournés sur eux-mêmes.* » Connivence dans un même refus de l'unité - replis identitaires -, de la transcendance, et dans une même logique de l'idolâtrie.

François PEAUCOU

■ Damien Le Guay - « *La face cachée d'Halloween* », Cerf - prix franco : 13 €.

Le Dossier H sur Pierre Boutang

Rendre compte de ce *Dossier H* (1) sur Pierre Boutang est tâche impossible. Le foisonnement des textes, le nombre de leurs auteurs, la profondeur et la complexité des thèmes évoqués réclameraient tout un volume. Alors, il faut se résoudre à quelques impressions d'ensemble, et dire surtout que le modèle est ici vivant à l'image de l'homme magnifique que nous avons eu la grâce de connaître. Car les souvenirs des uns et des autres convergent vers le même portrait, tandis que les différents essais pour cerner la pensée du philosophe renforcent le sentiment de force d'exception que suscitent les plus grands. Le seul témoignage de George Steiner suffirait à l'établir : « Il faut avoir vu ce passionné du sarcasme et de l'invective préparer pour ses petits-enfants une lecture du grec de l'Évangile ou du latin de l'Énéide » pour découvrir la vulnérabilité de Boutang, la tendresse aimante qu'il éprouve devant le miracle du mot. Tout comme Péguy, il sait que ce miracle incarne, notion richement théologique, le don et le mystère éminent de la nature humaine. »

Ceux qui désormais liront les livres de Boutang, sans l'avoir connu, devront recourir à ce trésor de la mémoire pour le pressentir dans l'immense frémissement de sa pensée en acte, dans le mouvement ardent qui le définissait parfaitement. Et puisque George Steiner est invité, en tête de l'ouvrage, à nous ouvrir au chant que constitue la pensée de l'auteur de l'*Apocalypse du désir*, il est proprement impossible d'éviter ce qui, chez le premier venu apparaît comme l'objection même : l'antisémitisme ! Trop souvent, on continue à faire circuler la rumeur assassine. Cet écrivain serait infrequentable en raison de ses phobies et de sa violence extrémiste. C'est une triste sottise à laquelle ce cahier devait tordre le cou. Certes, héritier de l'*Action française* Boutang baignait dans tout un climat, fut tributaire de toute une polémique empoisonnée. Précisément, c'est à cause de cela que sa découverte de la tradition juive apparaît dans sa singularité et sa nouveauté.

Ce n'est pas pour rien que son disciple très aimé, Michel Herszlikowicz-Bar Zvi, rappelle que le premier cours de Pierre Boutang dans sa classe de philosophie au lycée Turgot fut un commentaire d'un conte hassidique de Martin Buber. Ce Buber que le jeune normalien avait connu aux décades de Pontigny et dont il confiait qu'il lui avait beaucoup plus appris sur la Bible que n'importe quel ecclésiastique. On ne comprend rien au cheminement le plus intime de Boutang, si l'on n'a pas conscience de cette familiarité avec l'Écriture et cette fascination pour le destin du peuple juif. Dès les premières pages de l'*Ontologie du secret*, l'élection juive est présente avec la Chekhina

« présence, non apparence, et pourtant signe de séparation ». Cependant, avec Michel Herszlikowicz-Bar Zvi, la lecture de la Parole était aussi affrontement avec l'histoire et le judaïsme en acte. Qui n'a pas compris cela est dans l'incapacité radicale d'approcher du cœur en fusion de la pensée de Boutang.

Il y a chez lui une alliance de la spéculation rationnelle, de la poésie et de la théologie qui vibrait sans cesse jusqu'à rendre sensible à une présence inspirée. Le beau commentateur de Mariette Canévet sur le poème *La main sèche* suffirait à l'établir. Le Pierre Boutang que nous avons connu se distinguait de tous les penseurs par une flamme jamais démentie, que l'on peut expliquer par la certitude du salut. Cela peut s'entendre déjà en deçà de toute foi explicite et même d'adhésion à une dialectique. Il y avait un ton inimitable, que ce disciple paradoxal qu'est René Schérer a retenu en dépit de la distance qui s'était creusé avec son maître : « Ton inimitable de la voix, de la manière d'accentuer, je dirais d'insinuer, si une nuance souvent péjorative n'était attachée à ce terme. » Ainsi pouvait-il susciter de la part des autres « cet essor de l'âme », ce transport qui permet d'accéder aux choses hautes.

par Gérard Leclerc



C'est aussi ce timbre de voix que retient Michel Pinson, avec « le rythme souvent précipité » qui n'avait rien de forcé puisqu'il permettait d'accéder plus qu'au sens direct des textes, à « leur port d'origine ». Le philosophe, dans ses développements les plus spéculatifs ne perd jamais sa voix (la *vox cordis*). Aussi ne faut-il pas s'étonner que cette dernière soit l'objet d'une interrogation métaphysique. Il avait appris chez Maurras la primauté du langage (leçon que Lacan, maurrassien dans sa jeunesse, a également retenue au point d'en subvertir complètement la psychanalyse). Je rappellerai seulement cette citation du *La Fontaine politique* : « La renaissance sera héroïque. Elle le sera d'abord dans la langue, par le refus de la dissoudre, dans la rigueur de sa prose, mais aussi par le retour à son chant originel » (2). Comment s'étonner que ce philosophe exprime toujours sa pensée comme un chant, parce que sa certitude vient du fond de l'âme ou plutôt de l'esprit, si l'esprit est la pointe avancée de l'âme au plus profond du secret de la personne et de l'être.

Ce secret est de l'ordre du plus intime de l'intime ; il est à la fois de l'ordre d'une révélation personnelle et d'une recherche métaphysique dans une ligne où saint Thomas d'Aquin est compris dans l'amitié de Platon. D'où, chez Boutang, cet aveu capital que nous livre un passage inédit de ses cahiers : « Profondément grec et juif comme je le suis en esprit, c'est-à-dire en capacité de foudroiement par un Dieu qui n'est pas de la paix, mais tout en guerre. » Certes, ce Dieu des violents nous renvoie à une certaine conception du Royaume, mais il ouvre à la douceur et à la paix. George Steiner nous l'a dit : il y a chez Boutang l'invective et la tendresse aimante. Nous l'avons tous connu en colère et aussitôt après dans un mouvement d'extrême humilité et de bonté profonde. C'est que tout en lui était exceptionnel, à la mesure conjuguée d'une vraie pensée de l'être et d'un chant profond qui nous bouleverse. Merci à Marie-Claire Boutang, Antoine Assaf et Jacqueline de Roux de ce superbe cahier !

❏ (1) Pierre Boutang - « Les dossiers H », l'Age d'homme, 442 pages, nombreuses photos, prix franco : 40 €.

❏ (2) Pierre Boutang - « La Fontaine politique », Hallier-Albin Michel, 1981, prix franco : 16 €.

Dumas chez sainte Geneviève

**Le transfert des cendres d'Alexandre Dumas au Panthéon.
Qui mieux que le mousquetaire Gabriel Matzneff pouvait évoquer pour nous cette cérémonie ?**

Le plus beau moment, ça a été quand, les mousquetaires noirs qui escortaient le cercueil d'Alexandre Dumas depuis le Sénat étant parvenus en haut de la rue Soufflot, la jeune fille montant en amazone un cheval blanc s'est avancée vers eux sur le parvis du Panthéon et a salué la dépouille du Maître. Cette jeune fille, nous a-t-on expliqué, représentait Marianne. Peut-être, mais en cet instant elle incarnait aussi sainte Geneviève, protectrice de Paris, dont le Panthéon, à l'époque où il était une église, portait le nom ; elle incarnait la jeunesse, la beauté, la liberté ; elle incarnait la France.

Les commentateurs de la presse écrite et parlée ont souligné le fait que cette gracieuse adolescente était une « métisse » (*sic*). J'étais assis dans la tribune à quelques mètres d'elle, mais j'avoue ne pas avoir prêté attention à la couleur de sa peau. De même, j'ai été surpris par l'insistance avec laquelle le Président de la République a dans son discours – par ailleurs intelligent et sensible – mis l'accent sur les origines métisses d'Alexandre Dumas, son teint bronzé, ses cheveux crépus. Je suis depuis l'âge de onze ans un fervent lecteur de Dumas, un de ses passionnés admirateurs, mais je suis certain de n'avoir jamais pensé, ne fut-ce qu'une seconde, à ces détails d'ordre

ethnique. Il aura fallu la cérémonie du 30 novembre 2002 pour que j'en prisse conscience.

Certes, M. Jacques Chirac était animé des meilleures intentions : cette allusion appuyée aux origines exotiques de Dumas était, tous ceux qui l'ont entendu prononcer son discours l'ont compris, une apologie de l'intégration. Toutefois, je suis sur ce point volontiers chatouilleux. La patrie d'un écrivain est la langue dans laquelle il écrit. Qu'il soit fils d'une esclave noire comme Dumas ou fils naturel d'une Polonaise et d'un Italien comme Apollinaire ou fils d'émigrés russes comme *il sottoscritto*, un écrivain français est un Français à part entière, et c'est avec agacement, voire irritation, qu'il lit ou entend des remarques sur le fait qu'il n'a pas dix générations d'ancêtres qui reposent dans les cimetières de la Beauce, du Gers ou du Poitou. Sa qualité de métèque, de funambule déraciné, le métèque en parle volontiers lui-même (Cioran était, dans ce domaine, un virtuose), mais il n'autorise pas les autres à en parler. Nos origines étrangères, c'est le nez de Cyrano de Bergerac dans la pièce de Rostand :

Je me les sers moi-même, avec assez de verve,

Mais je ne permets pas qu'un autre me les serve.

J'ai semblablement été déconcerté par les flots de rhéto-

rique républicaine où M. Chirac a tâché de nous noyer. Que le président soit républicain, « c'est bien naturel » (comme dit Pierre Fresnay dans *L'Assassin habite au 21*), mais pourquoi coller une pareille étiquette sur le front d'Alexandre Dumas ? Dumas était un esprit libre. Dumas adorait la liberté, mais la république n'est pas, n'a jamais été, le synonyme de la liberté. Ce synonyme, l'Histoire nous apprend que c'est souvent la monarchie. Il y a des républiques gouvernées par des tyrans. Il y a des princes éclairés sous le règne desquels les peuples sont libres et heureux. Le Président de la République a eu raison d'évoquer le ralliement d'Alexandre Dumas à Garibaldi, mais cette évocation eût été plus complète s'il avait précisé le but du combat de ces deux grands hommes : l'unification de l'Italie et la montée sur le trône de Victor-Emmanuel II, *il re galantuomo*, « le roi gentilhomme ».

Ce ne sont ni Bossuet ni Chateaubriand qui ont infusé dans nos veines l'enthousiasme royaliste ; c'est Alexandre Dumas. Nous sommes innombrables à avoir été dans notre enfance éveillés au sentiment de la monarchie par ce sublime roman, un des trois ou quatre plus beaux du XIX^e siècle français, qu'est *Vingt ans après*. Les scènes anglaises, certes, avec la bouleversante mort du roi Char-

les I^{er} (« *Adieu, majesté sainte et martyre, balbutia Athos, glacé de terreur* »), les chapitres sur la Fronde, mais surtout la visite qu'Athos et Raoul de Bragelonne, alors âgé de quinze ans, accomplissent dans les caveaux de la basilique de Saint-Denis. Depuis ma classe de cinquième, j'ai relu une bonne centaine de fois *Vingt ans après*, je le connais quasi par cœur, mais à chaque nouvelle lecture c'est la même émotion qui m'étreint quand résonnent dans mon cœur les paroles que prononce Athos devant le tombeau de Louis XIII :

« Raoul, souvenez-vous de cette chose, il y a deux choses enfermées au palais du Louvre : le roi qui meurt, et la royauté qui ne meurt pas. Le roi n'est qu'un homme, la royauté, c'est l'esprit de Dieu ; quand vous serez dans le doute de savoir qui vous devez servir, abandonnez l'apparence pour le principe invisible, car le principe invisible est tout. »

On me pardonnera cette citation tronquée qui trahit la magnificence de la méditation d'Athos. Mon excuse est de vouloir inciter celles et ceux qui ont le bonheur de n'avoir pas encore lu *Vingt ans après* à se précipiter dans une librairie pour acquérir cet enchanteur roman sur l'amitié, l'amour, sur le courage, sur la nostalgie, sur le temps qui passe. Alexandre Dumas est aujourd'hui au Panthéon, et nous nous en réjouissons. Cependant, là n'est pas l'essentiel. Après tout, Baudelaire, lui, n'y est pas et ne s'en porte pas plus mal. Le principal, pour un écrivain, la véritable immortalité, ce ne sont pas les honneurs de la République : c'est d'être vivant dans la mémoire de ses lectrices et de ses lecteurs ; c'est, longtemps après que son cœur n'est plus qu'un peu de poudre dans un cercueil, de faire battre la chamade aux leurs.

Gabriel MATZNEFF

SERVICE LIBRAIRIE

Quelques livres à s'offrir, à offrir ou à vous faire offrir pour Noël ...

♦ **Dossier H – Pierre Boutang** – 442 p. nombreuses photos – franco : 40 €. Ce *Dossier H* rassemble de très nombreux témoignages sur le grand philosophe royaliste. Anciens du temps de la *Nation française*, élèves ou disciples, compagnons de lutte ou simples témoins, ils sont près d'une cinquantaine à avoir apporté leur contribution à ce dossier. On y trouvera également des inédits de Pierre Boutang, des fac-similés de correspondance et de nombreux autres documents.

♦ **Isabelle, comtesse de Paris – L'Album de ma vie** – préface de Frédéric Mitterrand - 112 pages, plus de 230 photos – franco : 26,50 €. Des dizaines et des dizaines de photos, charmantes, émouvantes, drôles parfois, pour beaucoup inédites : la comtesse de Paris a composé pour les Français, jeunes et vieux, fidèles ou curieux, un bel album accompagné d'un allègre commentaire. La comtesse de Paris a traversé plus d'épreuves que beaucoup d'épouses et de mères de famille, mais l'album qu'elle nous présente ne retient que les moments heureux pour notre plus grand plaisir.

♦ **Philippe Delorme – Les rois assassinés** – 300 pages – franco : 20 €. De Jules César au dernier roi du Laos, nombreux furent les souverains qui connurent une fin tragique. Balayant vingt siècles d'Histoire, Philippe Delorme s'est penché longuement sur douze de ces rois assassinés. Avec son style alerte et précis et son talent de conteur, il nous fait vivre, heure par heure, avec passion, ces grands drames de l'Histoire.

♦ **Xavier Walter – Un roi pour la France, Henri, comte de Paris** – 990 pages – franco : 45 €. Cette imposante biographie du défunt comte de Paris n'est certes pas exempte de défauts et certaines de ses interprétations mériteraient discussion, mais l'auteur a l'immense mérite d'avoir fait un énorme travail de lecture, de compilation et de recherche. Son ouvrage éclaire la figure du Prince, ainsi que notre proche passé, d'une lumière pleine de nuances et, souvent, de profondeur.

♦ **Chantal de Badts de Cugnac & Guy Coutant de Saisseval – Le Petit Gotha 2002** – Nouvelle édition augmentée, 990 pages – franco : 63 €. Cet ouvrage monumental est un véritable *Who's who* des familles royales ou impériales d'Europe. Pour chaque pays, notices historiques, histoire de la dynastie, règles de succession, généalogie, indications biographiques, nous font découvrir la situation actuelle de ces familles qui règnent, ou aurait pu régner, sur notre continent (ainsi qu'au Brésil). Ouvrage indispensable pour tous ceux qui s'intéressent aux monarchies européennes.

♦ **Elisabeth Altschull – L'école des ego**, contre les gourous du pédagogiquement correct – 166 pages - franco : 13 €. Professeur dans un lycée parisien, l'auteur dénonce les ravages d'un dogme pédagogique qui tue l'enseignement, d'une idéologie individualiste qui compromet l'avenir des élèves et d'une apologie de la différence qui favorise le repli identitaire et accroît la détresse sociale. Contre cette idéologie meurtrière, il est encore possible de « sauver l'école » et c'est une question de principes et de finalités plus que de moyens budgétaires.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

► Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.

► Fleur de lys (dorée ou vieux or ou vieux argent) - 17 mm de haut.

► Fleur de lys dorée 13 mm de haut.

► Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.

► Blason de France (trois fleurs de lys or sur émail bleu) - 10 mm de haut.

► Armes de France avec devise Montjoye St Denis (émail bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.

► Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

► Cœur chouan (émail rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

► Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

► Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 25 décembre et mercredi 1^{er} janvier - Pas de conférence en raison des fêtes de fin d'année.

● Mercredi 8 janvier - Reprise des réunions avec Olivier ROY, spécialiste de l'Afghanistan, qui a élargi son domaine d'étude à l'ensemble des questions qui concernent l'utilisation politique de la religion musulmane. Détruisant le mythe de Ben Laden, rejetant le schéma dangereux de la « guerre des civilisations », notre invité nous permettra de prendre une juste mesure de « L'Islam mondialisé ». Un sujet brûlant entre tous...

● Parmi les invités annoncés pour le prochain trimestre : Jacques Sapir, Daniel Lindenberg... Prenez une "carte d'abonné" pour être tenu au courant.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (8 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Inscriptions académiques

Dans le rapport qu'elle a remis le 10 décembre au ministre de la Culture, Catherine Clément souhaite « *l'inscription du service public de l'audiovisuel dans le préambule de la Constitution, au même rang, à la même dignité que l'Éducation nationale* ».

C'est devenu une manie. Quand on veut donner de l'importance à une idée, à une réforme ou à une revendication, on ne propose plus de recourir à la loi mais d'inscrire dans la Constitution la préoccupation du moment. Dans cette course aux dignités, Catherine Clément pratique la surenchère puisqu'elle vise le préambule de 1958 qui, soit dit en passant, ne mentionne pas l'Éducation nationale. Les bonnes intentions du rapporteur sont incontestables — de celles dont les enfers juridiques sont pavés.

Il n'est pas difficile de comprendre que l'inflation des rajouts constitutionnels diminue la valeur de notre Constitution : une loi fondamentale qui est trop souvent modifiée cesse de fonder la vie politique. Faite pour organiser les rapports entre les pouvoirs publics et les relations entre ceux-ci, elle tend à devenir un catalogue de déclarations d'intentions et de proclamations morales qui s'alourdit au gré des modes et des agissements des groupes de pression. Bientôt, chaque ministre, chaque rapporteur voudra y déposer son empreinte personnelle sous la forme d'un mot ou d'un alinéa, inscrit de préférence dans les articles les plus prestigieux du texte constitutionnel !

La « culture des ego » ne détruit pas seulement l'enseignement public, ni les grandes en-

treprises publiques et privées : elle porte le vice au cœur du droit politique. Nos principes politiques sont définis et proclamés par la Déclaration de 1789, « confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946 » selon les termes du préambule de 1958. C'est introduire de la confusion dans la hiérarchie des normes juridiques que d'inscrire des vœux politiques là où ils n'ont pas lieu de figurer. C'est aussi dévaluer la loi « simple », votée par le Parlement.



Bien entendu, je ne plaide pas pour une conception conservatrice. Il y a une logique juridique qui implique des réformes décisives. Celle instituant en 1962 l'élection du président de la République au suffrage universel est à cet égard exemplaire car elle démocratise par voie référendaire la monarchie présidentielle définie à l'article 5 par les constituants de 1958. Mais nous sommes passés de l'écriture au gribouillage.

Proclamer à l'article 3 de la Constitution, au nom de l'idéologie « paritaire », que « la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives » est une redondance puis-

que le préambule de 1958 assure l'égalité devant la loi.

Décider d'inscrire à l'article premier que l'organisation de la France est « décentralisée » est une surcharge, inspirée par le supposé « principe de subsidiarité », puisque la décentralisation caractérise déjà l'administration de notre territoire.

Vouloir que l'audiovisuel public soit en quelque sorte promu à une place d'honneur ne changera rien à la chose médiatique et ouvrira la voie à d'autres revendications qui transformeront peu à peu la Constitution en programme de gouvernement. Au lieu de semer la confusion dans les esprits avant de se plaindre du brouillage des repères, les scribes mondains seraient bien avisés de retrouver leur rôle critique et d'interpeller les oligarques sur leurs manquements aux principes constitutifs de la *res publica*.

Ignorance de la Déclaration de 1789 qui affirme « la libre communication des pensées et des opinions » alors qu'une censure de fait règne dans les grands médias.

Oubli de cette même Déclaration qui dispose que « la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration » alors que les oligarques pratiquent un favoritisme éhonté.

Mépris du préambule de 1946 qui garantit à tout être humain « le droit d'obtenir de la collectivité des moyens d'existence convenable » alors que les dirigeants de droite et de gauche défendent un système économique fondé sur la précarité.

C'est en considérant que « l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements » que les citoyens de 1789 firent la révolution.

Bertrand RENOUVIN